

Examen des suites données à l'avis n°34 sur l'exclusion sociale et l'alimentation

Mme Marianne STOROGENKO, chargé de mission santé au bureau de lutte contre les exclusions de la DGAS, en charge de l'aide alimentaire, présente l'aide alimentaire en France et indique la mise en place, dans le prolongement du plan « alimentation et insertion » mis en place par Dominique VERSINI, d'un plan triennal interministériel d'amélioration de l'aide alimentaire qui revoit l'organisation logistique, l'accompagnement, la collecte des produits, et qui sera annoncé le lendemain par le Premier Ministre (document joint).

M. le Président GUERIN regrette que le CNA n'ait pas été associé à l'élaboration du plan triennal.

Mme Marianne STOROGENKO constate qu'à une exception, celle de la recommandation 14, les autres préconisations formulées par le CNA ont été suivies.

M. Francis SENTENAC constate que le PNNS ne semble pas avoir eu de retentissement au niveau des personnes en situation de précarité.

Il se demande par ailleurs si les initiatives mises en place s'inscrivent plutôt dans le champ de la solidarité ou dans celui de la charité. Selon lui, pour être solidaire envers les populations précaires il faut faire un appel à la solidarité générale, il n'est pas possible de vivre uniquement sur l'action d'associations caritatives car si leur action est indispensable, leurs moyens sont limités. Il considère que la solidarité se distingue de la charité par le fait qu'on s'intéresse à la personne et qu'on va l'aider à en sortir. Il faut réfléchir aux moyens d'être solidaires de ces populations plutôt que d'avoir une action charitable envers elles.